

**UNION EUROPEENNE : QUELS SONT LES PAYS LES PLUS ET LES MOINS CORROMPUS ?****Par Pierre VERLUISE***Docteur en Géopolitique, Directeur du [www.diploweb.com](http://www.diploweb.com)**Chercheur associé à l'Observatoire de géopolitique de la Chaire Raoul-Dandurand <sup>1</sup>*

**L'Union européenne se présente volontiers comme un modèle mais ses pays membres sont-ils tous exemplaires ? En matière de corruption – autant que pour la démographie, l'économie ou la défense – les 27 pays membres présentent des résultats très hétérogènes. Pourtant, démocratie et corruption sont contradictoires. Aussi importe-t-il de se pencher sur la dernière livraison de l'Indice de perception de la corruption de l'ONG *Transparency International*. Et de se demander : que fait la Commission européenne ?**

La corruption est l'abus d'une charge publique à des fins d'enrichissement personnel. En voici trois exemples : la corruption d'agents publics, les pots-de-vin dans le cadre de marchés publics et le détournement des fonds publics. Ces pratiques sapent la concurrence et provoquent des déperditions significatives de ressources destinées au développement.

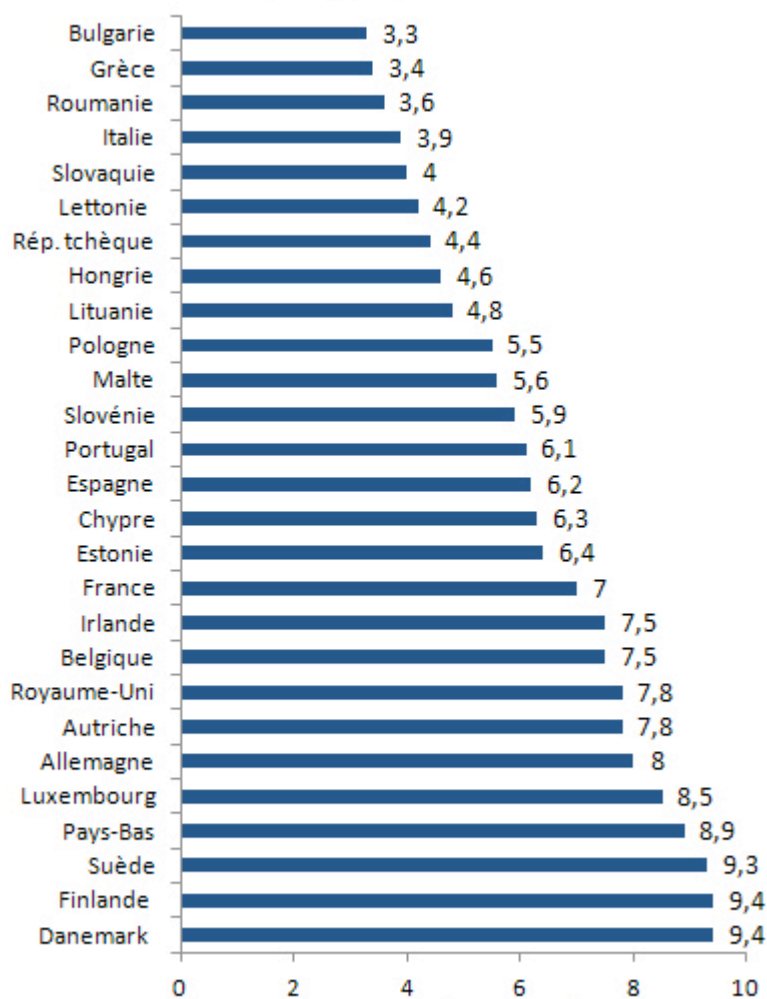
L'indice de perception de la corruption (IPC) évalue cette année 183 pays et territoires de 0 (perçu comme extrêmement corrompu) à 10 (perçu comme extrêmement intègre) en fonction du niveau perçu de corruption affectant leur administration publique et classe politique. Il est calculé sur la base de données issues de 17 enquêtes portant sur des points précis, tels que l'application des lois anti-corruption, l'accès à l'information ou encore les conflits d'intérêts. A l'échelle de la planète, deux tiers des pays évalués obtiennent une note inférieure à 5. A l'échelle de l'Union européenne, seulement un tiers des pays (9 sur 27) se trouve dans ce cas. Autrement dit, **de manière relative, l'Union européenne se présente comme une zone significativement moins corrompue que l'Amérique latine, l'Afrique ou l'Asie.**

Pour autant, les pays de l'UE présente des situations très différenciées, comme en témoigne le graphique suivant.

---

<sup>1</sup> *Distinguished Professor* de Géopolitique à l'ESC Grenoble. Directeur de recherche à l'IRIS. Directeur de séminaire à l'École de guerre (Paris). Co-auteur du *Dictionnaire de géopolitique et de géoéconomie*, dirigé par Pascal Gauchon, coll. Major, Presses Universitaires de France, avril 2011. Co-auteur de *Géopolitique de l'Europe*, Paris, Sedes, 2009. [verluise@iris-france.org](mailto:verluise@iris-france.org)

### Pays de l'Union européenne, indice de perception de la corruption (IPC) en 2011, sur 10



Source: *Transparency International*, 1er décembre 2011.

Réalisation: P. VERLUISE pour *Diploweb.com*, décembre 2011.

Le graphique « Pays de l'Union européenne, indice de perception de la corruption (IPC) en 2011, sur 10 », montre un écart important entre le plus corrompu – la Bulgarie – et les moins corrompus, la Finlande et le Danemark.

#### Trois groupes

Plusieurs regroupements seraient possibles. Proposons les trois classes suivantes.

**Le 1<sup>er</sup> groupe rassemble les 9 pays les plus corrompus de l'UE, avec un IPC entre 3,3 et 4,8 sur 10.** Il s'agit de : Bulgarie (3,3), Grèce (3,4), Roumanie (3,6), Italie (3,9), Slovaquie (4), Lettonie (4,2), République tchèque (4,4), Hongrie (4,6), Lituanie (4,8). Ce sont pour la plupart des pays entrés en 2004 ou 2007 dans l'Union européenne, mais chacun aura relevé la présence d'un pays fondateur de l'Europe communautaire en 1957 – l'Italie – et d'un pays membre depuis 1981, la Grèce... Trois décennies n'ont pas suffi pour éradiquer la corruption en Grèce alors même que des milliards d'euros ont été déversés au titre de la politique régionale... Avec pour brillant résultat... une dette souveraine explosive pour la

zone euro. Si quelqu'un doutait encore de l'importance de la lutte contre la corruption, le cas grec devrait le convaincre de ses dégâts collatéraux.

**Le deuxième groupe compte les 8 pays moyennement corrompus de l'UE**, avec un IPC de 5,5 à 7 sur 10. Il s'agit de : Pologne (5,5), Malte (5,6), Slovaquie (5,9), Portugal (6,1), Espagne (6,2), Chypre (6,3), Estonie (6,4) et France (7). Ce groupe rassemble plusieurs générations de membres : un pays fondateur de l'Europe communautaire – la France – et des pays entrés en 1986 (Portugal, Espagne) ou 2004 (ex. Pologne, Estonie).

**Le troisième groupe rassemble les 10 pays les moins corrompus de l'UE**, avec un IPC entre 7,5 et 9,4 sur 10. Il s'agit de : Irlande et Belgique (7,5), Royaume-Uni et Autriche (7,8), Allemagne (8), Luxembourg (8,5), Pays-Bas (8,9), Suède (9,3), Finlande et Danemark (9,4). Ce groupe affiche 4 pays fondateurs de l'Europe communautaire mais pas un seul Etat entré en 2004 ou 2007.

### **Que fait la Commission européenne ?**

Après avoir semble-t-il espéré au début des années 2000 que le simple fait d'entrer dans l'Union européenne allait suffire à conduire naturellement les nouveaux Etats membres sur le chemin de la vertu, l'UE semble avoir enfin pris conscience de la nécessité de se donner les moyens d'une connaissance précise du phénomène dans tous les pays membres afin de mieux le combattre. Tout arrive à qui sait attendre...

En effet, la Commission européenne a annoncé le 28 **septembre 2011 la création du groupe d'experts sur la corruption [JO C 286 du 30.9.2011]**. Ce groupe d'expert a pour tâche de conseiller la Commission sur toutes les questions relatives à la corruption et notamment de l'assister dans l'élaboration du rapport anticorruption de l'UE.

À partir de 2013, la Commission publiera tous les deux ans un rapport anticorruption qui constituera un **mécanisme de surveillance et d'évaluation propre à l'UE**. Le rapport dégagera les tendances et les faiblesses auxquelles il y a lieu de remédier et stimulera l'échange des meilleures pratiques. Il permettra de mieux se rendre compte des efforts réalisés et des problèmes rencontrés ainsi que des causes de la corruption.

Désormais, la lutte anticorruption devrait être partie intégrante de toutes les politiques de l'UE concernées, aussi bien internes qu'externes, qu'il s'agisse des pays candidats officiels ou potentiels comme des pays du voisinage ou partenaires. Rendez-vous est donc pris pour 2013, 2015, 2017...



La revue géopolitique

online



Chaire Raoul-Dandurand  
en études stratégiques et diplomatiques  
Raoul Dandurand Chair  
of Strategic and Diplomatic Studies